

Mission(s)		
ATHAND, AVISNOTICE_ACCES, AVISNOTICE_SECU, CONSUEL, F, HAND, L (*), LE, PV, SEI (*), VIEL (*)		
Nos références	Vos références	Date
690C243H (690-C-2024-0047)	Marché P2024.012	23/04/2025

LYON 9E CNSMD CAMPUS ARTISTIQUE PHASE 0

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°3 RICT N°3 - Dossier DCE



Envoi	COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS (COMUE) UNIVERSITE DE LYON - PIQUEE	<i>Maître d'ouvrage</i>	gregoire.piquee@universite-lyon.fr
Copie	CIMES INGENIERIE - BRIGAUD ARO ARCHITECTURE - GRAND EQUATIONS - THIVENT Bastien	<i>Maître d'oeuvre Architecte BET Structure</i>	brigaud@cimes-ingenierie.fr mgrand@aro-architecture.fr bastien.thivent@equations.eu

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Mariline AUSSENAC - L'ingénieur, Thomas THIEBAUD - Le vérificateur des installations électriques, Benoit GIRAUD - Le vérificateur des installations thermiques et fluides, Sébastien ARTIGE - Le vérificateur des installations électriques, Atef SASSI

Le chargé d'affaire,
Mariline AUSSENAC

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°2 du 11/04/2025
Motif : Lot élec compris



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document
sont couvertes
par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	8
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	10
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	11
VIII.2 - Récolement des essais de fonctionnement.....	12
VIII.3 - Solidité des existants.....	14
VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	17
VIII.5 - Fonctionnement des installations	28
VIII.6 - Classement et référentiel.....	32
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*).....	34
VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	38

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Réhabilitation - Bâtiment CNSMDL

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°2 du 11/04/2025
Motif : Lot élec compris

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°690-C-2024-0047 et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- AVISNOTICE_ACCES - Avis en phase rédaction de notice d'accessibilité
- AVISNOTICE_SECU - Avis en phase rédaction de notice de sécurité
- CONSUEL - Mission relative à la vérification des installations Electriques en vue de l'obtention du visa consuel
- F - Mission de fonctionnement des installations
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- PV - Mission relative au récolement des procès-verbaux des essais des équipements de l'ouvrage
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Mariline AUSSENAC

L'ingénieur, Thomas THIEBAUD

Le vérificateur des installations électriques, Benoit GIRAUD

Le vérificateur des installations thermiques et fluides, Sébastien ARTIGE

Le vérificateur des installations électriques, Atef SASSI

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS (COMUE) UNIVERSITE DE LYON

90 RUE PASTEUR

90-92

69007 LYON 7E ARRONDISSEMENT

Maître d'oeuvre
CIMES INGENIERIE

Architecte
ARO ARCHITECTURE

BET Structure
EQUATIONS
119, avenue Maréchal de Saxe
69009 LYON

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Opération Campus artistique phase 0

Adresse de l'opération :
CNSMD 3 quai Chauveau 69009 Lyon

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Indéterminé

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 07/2025
Durée prévisionnelle des travaux : 5 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Plans architectes Ind. 2 phase DCE - Date : 03/04/2025 - Réception : 03/04/2025

Plans d'état des lieux
Plans démolition/curage
Plans Programme
Plans de revêtements de sol
Plans plafonds
Plans finitions murales
Plans cloisonnement
Plans menuiseries extérieures
Plans menuiseries intérieures
Plans sanitaires RDC
Coupes EDL et Projet
Carnet serrurerie

- Plans structures

- Plans fluides - Date : 28/03/2025 - Réception : 03/04/2025

Plans de plomberie
Plans de chauffage
Plans de ventilation
Plans de SSI
Plans luminaires / prises / schémas élec / bilan de puissance

- Notice - AVP - Date : 07/02/2025 - Réception : 12/03/2025

Notice sécurité Pièce 3, 4, 5 / Accessibilité

- Descriptif Ind. B - Date : 03/04/2025 - Réception : 03/04/2025

CCTP :
Lot 0 - Commun
Lot 1 - Curage
Lot 2 - Maçonnerie
Lot 3 - Serrurerie
Lot 4 - Plâtrerie-Peinture
Lot 5 - Menuiseries Int. Ext.
Lot 6 - Revêtements Sols
Lot 7 - Faux Plafond
Lot 8 - Plomberie-Ventilation-Chauffage
Lot 9 - Electricité

- Notice structure PRO - Date : 24/02/2025 - Réception : 03/04/2025

Établie par EQUATIONS

- Rapport diagnostic structure - Date : 04/03/2025 - Réception : 01/04/2025

Rapport diagnostic structure établi par Ginger.

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS (COMUE) UNIVERSITE DE LYON

- **Fissures façades :**

Il est précisé dans le rapport que des fissures en façade sont présentes. Il n'est pas prévu dans les pièces écrites l'éventuelle reprise de ces fissures. En cas de non reprise, celles-ci pourraient engendrer d'éventuelles infiltrations d'eau dans le bâtiment.

Maître d'oeuvre - CIMES INGENIERIE

- Les résultats des essais de fonctionnement des installations pourront être établis sur les documents types des entreprises ou sur les « attestations d'essais de fonctionnement de l'AQC ».
- **Escaliers intérieurs :** Remarque générale : il doit nous être précisé si les premières et dernières contremarches seront contrastées visuellement sur une hauteur minimale de 10cm.
- Afin de limiter les déclenchements indésirables sur les circuits prises de courants, il est préférable de subdiviser les circuits pour limiter les courants de fuites à des valeurs inférieures à 15mA. (Soit moins de dix appareils et périphériques par différentiel)
- Le dimensionnement des installations électriques est à justifier par note de calculs.
- Préciser les diamètres intérieurs des canalisations d'alimentation des appareils pour que nous puissions vérifier leur cohérence avec les valeurs minimales fixées par le DTU.
- Il est prévu un diamètre minimal DN32 pour vidoir, évier cependant le DTU 60.11 P2 §5.3 précise qu'il est nécessaire d'avoir au minimum un DN40 pour du PVC.
- Il conviendra de préciser les pentes, diamètres des conduits, raccordement pour les réseaux d'EU ...
- Nous notons que les rejets d'air vicié des ventilations se font à moins de 8m des prises d'air neuf et des ouvrants sur l'extérieur.
- Il conviendra de nous préciser :
 - comment sera traité l'air neuf (entrée, positionnement), l'air rejeté (sortie, positionnement)
 - les débits d'air neuf
 - le cheminement de l'air neuf
- Transmettre une note de calcul visant les réseaux de ventilation ainsi que les équipements de ventilation.
- Transmettre les documents relatifs aux calculs de dimensionnement définitif des réseaux de chauffage.
- * **Locaux stockage patrimoine 1 :**
Sauf erreur de notre part, aucune disposition n'a été mise en place (isolement paroi CF1h + bloc-porte CF1/2h avec ferme-porte).
- * Préciser si les portes existantes qui disposent d'une serrure présentent un dispositif d'ouverture facile (ex : bouton moleté ...)
- * **Encloisonnement escaliers :** Le plan indique que les cloisons au droit des portes de communication avec les escaliers encloisonnés ne sont pas prévues CF1h.
- * **Encloisonnement escalier Ouest RdC :** Préciser comment sera traité le degré CH1h de la cloison séparative entre l'escalier et la circulation.
- * **Gaines techniques CF1/2h :**
Préciser la localisation des gaines techniques sur les plans.
Préciser la localisation des conduits d'eau usée, leurs diamètres et les dispositions mises en place pour traiter l'isolement.
- * **Réaction au feu des faux-plafonds :**
Préciser la valeur de réaction au feu des faux-plafonds démontables neufs.
Exigence minimale : M1 ou B-s2,d0
- * Extincteurs appropriés aux risques à prévoir
- * Affichage des plans d'évacuation et d'intervention et consignes à prévoir

Maître d'oeuvre - CIMES INGENIERIE

- * Allège vitrée :
Remarque générale : nous constatons la présence de plusieurs allèges vitrées. Il est probable qu'il s'agisse d'un verre d'époque non feuilleté qui ne respecte pas les exigences du DTU 39.5. Il devra nous être confirmé la pose de lisse pour augmenter la hauteur de protection si nécessaire.
- * Garde corps escaliers intérieurs :
Nous notons qu'à certains endroits, l'espacement entre lisses verticales des garde-corps est supérieur à 11cm.
- * Préciser si les portes existantes qui disposent d'une serrure présentent un dispositif d'ouverture facile (ex : bouton moleté ...)

BET Structure - EQUATIONS

- Reprise de joint palier/escalier Ouest par HEA 1080 : => procédure et dimensionnement à fournir en phase ultérieure
- PHRdC stockage :
Il est prévu le renforcement des poutres béton par des profilés métalliques selon mail du 1er avril émis par Equations.
Avis favorable de principe. La justification et le dimensionnement seront à nous transmettre en phase d'exécution.
- Renforcement PHRDC Stockage :
Préciser comment seront traités les profilés métalliques pour résister au feu.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire
- Etude géotechnique

FONDACTIONS

- Fondations superficielles ou semi-profondes - plans d'étude béton armé

OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Plans d'étude béton armé

FAÇADES ET PIGNONS

- Diagnostic structurel réalisé par un BET ou maître d'oeuvre spécialisé

MENUISERIE - VITRAGE

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - plan de repérage par façade - coupe sur appui, linteau, tableau - position bouche entrée d'air VMC
- Procès verbal classement A.E.V.
- Certificat CEKAL
- Certificat SNJF du joint d'étanchéité

REVETEMENTS

- Isolant : certificat ACERMI
- Carrelages : conformité à la EN 14411, classement UPEC
- Sols souples, résines : fiches techniques, classe d'usage ou UPEC, avis technique
- PV de mesure de siccité
- PV de réception des supports
- Colles : certificat QB, avis technique
- Classement P du ragréage

PARTITIONS

- Cloisons - Doublage - plafonds : fiches techniques, plans de pose, zones de renforts, justifications

EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE - INSTALLATION DE FLUIDES ET INSTALLATION DE LEVAGE

- Plan et étude du BET fluide
- Tracé
- Analyse d'eau
- Mission fonctionnement : caractéristiques hydrauliques du réseau public (pression)
- Mission fonctionnement : note de calcul de dimensionnement des réseaux d'alimentation en eau, des dispositifs de production et d'alimentation en eau chaude, des réseaux bouclés, des réseaux d'assainissement, des réseaux de ventilation
- Mission fonctionnement chauffage climatisation : note de calcul de l'installation, des déperditions et des réseaux
- Mission fonctionnement : rapports d'essai décrits en articles 8 du DTU 60.1 : étanchéité des réseaux, fonctionnement, équilibrage des réseaux bouclés d'eau chaude sanitaire
- Mission fonctionnement : rapports d'essai sur les réseaux d'évacuation EU/EV/EP avant mise en service et décrits en art 6 du DTU60.1P1.1.2
- Mission fonctionnement : Résultats des mesures des débits de ventilation à toutes les bouches de soufflage et d'extraction
- Mission fonctionnement : résultats des essais des installations de chauffage et climatisation avant mise en service
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

GARDE CORPS

- Plan d'exécution
- Justification résistance aux chocs
- Fiche technique des chevilles

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Documents administratifs : notice de sécurité
- Documents administratifs : déclaration d'effectifs

- Attestations d'auto-contrôle (GE8)

Structures

- Flocage sous dalle béton : PV de résistance au feu
- Flocage sous plancher bois : PV de résistance au feu
- Flocage de structure métallique : PV de résistance au feu

Cloisons et plafonds

- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure
- Gaines techniques : PV de résistance au feu ½ heure

Portes

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu ½ heure
- Portes doubles vantaux : PV de résistance au feu ½ heure
- Trappes de visites : PV de résistance au feu 1 heure

Aménagements

- Sols souples plastiques : PV de réaction au feu
- Sols souples linoléum : PV de réaction au feu
- Faux-plafonds suspendus : PV de réaction au feu
- Isolant non protégé (cf. Guide d'emploi des isolants combustibles) : PV de réaction au feu
- Stores extérieurs : PV de réaction au feu
- Stores intérieurs : PV de réaction au feu
- Tentures, rideaux, voilages : PV de réaction au feu
- Décors : PV de réaction au feu

Chauffage / climatisation / ventilation

- Canalisation de chauffage (hors canalisation métallique) : PV de réaction au feu
- Conduit de ventilation : PV de réaction au feu (sauf acier)
- Calorifugeages ventilation : PV de réaction au feu M1
- Conduit souple de ventilation : PV de réaction au feu
- Centrale de traitement d'air : PV de réaction au feu des calorifuges de la CTA
- Centrale de traitement d'air - filtre : PV de réaction au feu
- Centrale de traitement d'air - DAD : Attestation de marquage NF S 61-961
- Extracteur VMC : PV d'extracteur 400°C – ½ heure
- Clapets coupe-feu : Déclaration de performance DOP et certificat de conformité CE et rapport de classement
- Clapet coupe-feu : Certificat de marquage NF S 61-937-5
- Manchons coupe-feu : PV de résistance au feu
- Cartouches coupe-feu : PV de résistance au feu ½ heure
- Cartouches coupe-feu : PV de résistance au feu 1 heure

SSI

- Système de Sécurité Incendie : cahier des charges fonctionnel, scénarii de mise en sécurité, plans de zonage
- Système de Sécurité Incendie : dossier d'identité
- Système de Sécurité Incendie : attestation d'autocontrôles (GE 8)
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des déclencheurs manuels
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs sonores
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs visuels (flashes)
- Alarme incendie : PV d'essais fonctionnels
- Alarme incendie : PV de (re)mise en service

Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES/BAEH
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Récolement des essais de fonctionnement
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Fonctionnement des installations
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Mission sans objet: Voir mission Le

VIII.2 - Récolement des essais de fonctionnement

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur).

VIII.3 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> - Technique de réparation proposée (réparation nécessaire y compris lors de la mise en oeuvre d'un nouveau revêtement) - Produits de réparation proposés - Remontées capillaires 	HM	<p><u>Fissures façades :</u></p> <p>Il est précisé dans le rapport que des fissures en façade sont présentes. Il n'est pas prévu dans les pièces écrites l'éventuelle reprise de ces fissures. En cas de non reprise, celles-ci pourraient engendrer d'éventuelles infiltrations d'eau dans le bâtiment.</p>
	Clos - couvert (compatibilité avec les ouvrages rapportés)	SO	Remplacement de vitrage cassé

VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant	SO SO	Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements	SO	Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)	AF	Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires	SO	Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire	SO	
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
Art. 1	Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation. Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM SO PM AF	 A la charge du MOA

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,25m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	SO	
	Repérage des vides accessibles sous escaliers	SO	
	Repérage des parois vitrées	SO	
	Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	AF	
	En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance: conforme à l'annexe 7 ou norme NF P 98-351	AF	
	Signalisation au croisement d'un cheminement véhicule	HM	
	Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (20 lux)	HM	
	Feux tricolores équipés de répéteurs de phase conformes à l'annexe 8 ou à la NF S 32-002	SO	
Art. 3	Dispositions relatives au stationnement automobile	SO	Pas de contrôle d'accès au bâtiment
Art.4	Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation		
	I. - Usage attendu		
	Niveau d'accès principal à chaque bâtiment accessible en continuité avec le cheminement extérieur.	AF	
	En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement au personnel repéré accessible et simple	SO	
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Accès		
	Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition)	AF	
	Rampe par ordre de préférence : permanente intérieure, permanente extérieure sur voirie, amovible automatique ou manuelle		
	Caractéristiques rampe : Supportant 300 kg Pentes ≤ 6% (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m) Suffisamment large Non glissante Contrastée / environnement avec matériaux opaques	SO	
	Absence de vides latéraux pour rampe inclinée permanente	SO	Rampe extérieure
	Dispositif permettant de se signaler au personnel en cas de rampe amovible (sonnette à minima) Situé à proximité de la porte d'entrée Facilement repérable, visuellement contrasté, identifié Indiquant l'état de fonctionnement si rampe automatique Implanté entre 90cm et 130 cm et à 40 cm d'obstacle	SO	
	Personnel formé à la manipulation de la rampe amovible	SO	
	2° Repérage		
	Repérage de l'entrée principale (architecture, matériaux ou contrastes)	AF	
	Si numéro ou dénomination établissement à proximité entrée	AF	
	En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement situé hors d'une zone sombre, repéré, signalé	SO	
	3° Atteinte et usage		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m)	SO	Pas de contrôle d'accès au bâtiment
	Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles autres qu'électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m)	SO	
	Système d'ouverture électrique des portes utilisable en position debout ou assise	SO	Pas de contrôle d'accès au bâtiment
	Système d'ouverture non électrique des portes utilisable en position debout ou assise	AF	
	Conformité à l'annexe 3 des éléments d'information relatifs à l'orientation dans le bâtiment	AF	
	Signal sonore et visuel lié au fonctionnement des dispositifs d'accès	SO	Pas de contrôle d'accès au bâtiment
	En cas de contrôle d'accès, possibilité de signalement pour personnes sourdes, malentendantes, muettes.	SO	Pas de contrôle d'accès au bâtiment
	Sans vision directe : interphonie avec visualisation.	SO	Pas de contrôle d'accès au bâtiment
	En cas d'installation ou de renouvellement des appareils d'interphonie : boucle d'induction magnétique selon annexe 9 ou NF EN 60.118-4 et retour visuel des informations principales fournies	SO	Pas de contrôle d'accès au bâtiment
Art. 5	Dispositions relatives à l'accueil du public	SO	
Art. 6	Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales		
	I. - Usage attendu		
	Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales	AF	
	Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.	AF	Pour mémoire : tous les usages sont disponibles et accessibles au RDC
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Caractéristiques dimensionnelles :		
	a) Profil en long		
	Pente ≤ 6% (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)	AF	
	Palier de repos (1,20 m x 1,40 m) en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente ≥ 5%	SO	
	Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition) Ressauts interdits en haut et bas de plan incliné	AF	
	Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m	SO	
	Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit	PM	
	b) Profil en travers		
	Largeur minimale 1,20m (allées structurantes)	AF	
	Rétrécissement ponctuel entre 0,90m et 1,20m	AF	
	Dévers ≤ 3%	AF	
	c) Profil en travers (allées non structurantes)	SO	
	d) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant		
	Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) à l'exception des portes automatiques coulissantes fonctionnant sur détection de présence et de ceux ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement électrique	AF	
	Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement autre qu'électrique	AF	
Art. 7	2° Sécurité d'usage		Éclairage avec une valeur >100lux
	Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	AF	
	Trous et fente de dimension inférieure à 2cm	AF	
	Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...).	AF	
	Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm :	AF	
	Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) détectable à la canne selon annexe 4		
	En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	SO	
	Repérage des vides accessibles sous escaliers	AF	
	Repérage des parois vitrées	SO	
	Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance :	SO	
	Conformes à l'annexe 7 (plots régulièrement espacés, largeur suffisante, contrastée visuellement, non glissante, sans gêne pour PMR, distance = pas de freinage) ou norme NF P 98-351		
	Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (100 lux)	AF	
	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales		
	Niveau considéré comme étage pour toute dénivellation ≥ 1,20m	AF	
	Si ascenseur, tous les étages comportant des locaux ouverts au public doivent être desservis	SO	
	Signalisation des escaliers et ascenseurs si non visibles depuis le hall	AF	
	Dessert de façon sélective, signalisation adaptée des escaliers ou des ascenseurs y compris à proximité des dispositifs de commande sur palier	AF	
	Le numéro ou la dénomination de chaque étage est accessible sur chaque palier, à proximité de l'ascenseur, par une signalétique en relief visuellement contrastée par rapport à son environnement immédiat et fixée de telle sorte qu'une personne présentant une déficience visuelle puisse détecter sa signification par le toucher	AF	
	7.1. escaliers		Absence de travaux ayant pour objet de changer les caractéristiques dimensionnelles des escaliers
	I. - Usage attendu		
	Usage en sécurité y compris avec une aide appropriée		
	II. - Caractéristiques minimales pour escaliers d'usage normal avec ou sans ascenseur		
	1° Caractéristiques dimensionnelles	SO	
	2° Sécurité d'usage		
	Signalisation de la 1ère marche en haut et sur palier intermédiaire par contraste visuel et tactile	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Contremarche pour la 1ère et dernière marche avec contraste visuel	AS	Escaliers intérieurs : Remarque générale : il doit nous être précisé si les premières et dernières contremarches seront contrastées visuellement sur une hauteur minimale de 10cm.
	Nez de marches contrastés, non glissants, sans débord excessif	AF	
	Escalier éclairé selon art. 14 (150 lux)	AF	
	3° Atteinte et usage		
	Main courante de chaque côté	AF	
	Située entre 0,80m et 1,00m de hauteur, dépassant les premières et dernières marches d'une longueur de marche, continue, rigide, préhensible, contrastée	AF	Il est prévu la mise en place d'une lisse intérieure au niveau de la main courante.
	Discontinuité de la main courante 10 cm maxi pour escaliers à fut central	SO	
	7.2. Ascenseurs		
	II. - Caractéristiques minimales		
	Obligation d'ascenseur : si l'effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs est atteint ou dépasse 50 personnes. si l'effectif admis aux étages supérieurs ou inférieurs n'atteint pas 50 personnes et que certaines prestations ne peuvent être offertes au rez de chaussée Seuil porté de 50 à 100 personnes pour les établissements d'enseignement (toutes catégories) ou 5ème catégorie avec pb solidité Seuil porté à 25% de la capacité totale du restaurant	SO	Tous les usages sont accessibles au RDC Etablissement de 5ème catégorie - effectif reçu en étage 82 personnes
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés	SO	
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes		
	I. - Usage attendu		
	Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée	AF	
	Absence de gêne visuelle ou sonore	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm	SO	
	Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels)	AF	
	En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restauration	SO	
Art.10	Dispositions relatives aux portes, portiques et sas		
	I. - Usage attendu		
	Repérage des portes vitrées	SO	
	Toutes portes manoeuvrables	AF	
	Absence de danger pour portes battantes et automatiques	SO	
	Sas de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 11	Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)	SO	
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Caractéristiques dimensionnelles		
	Largeur passage utile minimal de 1,20m pour desserte à partir de 100 personnes.	SO	
	Vantail principal de 0,80m en cas de doubles vantaux (0,77 m en largeur utile)	AF	
	Largeur minimale de 0,80m pour locaux recevant moins de 100 personnes. (0,77 m en largeur utile)	AF	
	Largeur utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m	SO	
	Espaces de manoeuvre des portes (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) autres que celles ouvrant sur un escalier et des sanitaires, douches et des cabines d'essayage ou de déshabillage non adapté	AF	
	Espace de manoeuvre des portes de sas (espace rectangulaire de 1,20m x 1,70m en poussant et de 1,20m x 2,20m en tirant) hors du débattement de porte non manoeuvrée	SO	
	2° Atteinte et usage		
	Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis »	AF	
	Temps d'ouverture automatique adapté et détection de personnes de toutes tailles	SO	
	Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux	SO	
	Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N	AF	
	Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées	SO	
	3° Sécurité d'usage		
	En cas de travaux ou renouvellement, contraste visuel des portes ou encadrement ainsi que poignées par rapport à l'environnement	AF	
	Repérage des portes vitrées	SO	
	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.		
	I. - Usage attendu		
	Présence d'au moins un équipement électrique adapté en cas d'équipements groupés.	AF	
	Présence d'au moins un équipement autre qu'électrique adapté en cas d'équipements groupés.	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Repérage		
	Equipements et mobilier repérables par éclairage particulier ou contraste visuel	AF	
	Commandes électriques repérables par contraste visuel ou tactile	AF	
	Commandes de réglage chauffage /ventilation accessibles au public repérables par contraste visuel ou tactile	AF	
	Autres commandes manuelles repérables par contraste visuel ou tactile	AF	
	2° Atteinte et usage des équipements		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 12	Atteinte et usage des équipements électriques	AF	
	Atteinte et usage des équipements de chauffage ventilation accessibles au public	AF	
	Atteinte et usage des autres équipements manuels	AF	
	Dispositions relatives aux sanitaires		
	I. - Usage attendu		
	Présence d'au moins un cabinet d'aisance aménagé et d'un lavabo accessible par niveau accessible au public disposant de cabinet d'aisance	AF	
	Emplacement identique aux autres cabinets d'aisance regroupés	AF	
	Respect de la séparation par sexe non obligatoire. Accès au sanitaire PMR « mixte » depuis une circulation commune avec signalisation	SO	
	Accessibilité d'au moins un lavabo, miroir, distributeur de savon, sèche main	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
Art. 13	1° Caractéristiques dimensionnelles		
	Espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débattement de porte	AF	
	Espace de manoeuvre (ø= 1,50m) à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur à proximité de la porte et espace manoeuvre de porte	AF	
	2° Atteinte et usage		
	Dispositif de fermeture de porte	AF	Présence d'un dispositif de fermeture de porte (barre de tirage)
	Lave main à hauteur maximale 0,85 m	AF	
	Cuvettes entre 0,45 m et 0,50 m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants)	AF	
	Barre d'appui entre 0,70 m et 0,80 m	AF	Nous notons la présence d'une barre d'appuis située à une hauteur de 75cm.
	Lavabo : vide en partie inférieure 0,30 m x 0,60 m x 0,70 m. Le choix du lavabo et de la robinetterie doivent permettre un usage complet en position assis	AF	Lavabo PMR
	Usage complet du lavabo en position assis notamment robinetterie	AF	
Art. 14	Dispositions relatives aux sorties		
	I. - Usage attendu		
	Repérage, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal	AF	
Art. 14	II. - Caractéristiques minimales		
	Sortie d'usage normal repérable directement soit par signalisation conforme annexe 3	AF	
	Absence de confusion avec les sorties de secours	AF	
Art. 14	Dispositions relatives à l'éclairage		
	I. - Usage attendu		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol :		
	des cheminements extérieurs accessibles et parcs stationnement extérieurs : 20 lux,	HM	
	des postes d'accueil ou mobilier en faisant office : 200 lux,	SO	
	des circulations intérieures horizontales : 100 lux,	AF	
	des escaliers et équipements mobiles : 150 lux	AF	
	des circulations piétonnes des parcs de stationnement et tout autre point des parcs de stationnement : 20 lux.	SO	
	Autres dispositions :		
	Extinction progressive en cas de temporisation	SO	
	Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence	AF	
	Absence d'éblouissement et de reflet sur signalétique	AF	
Art. 15	Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement	PM	Article 16 à 19
Art 16	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis		
	I. - Usage attendu		
	Présence de places assises pouvant recevoir des personnes handicapées	AF	Mobilier mobile
	Cas particulier : Les emplacements des restaurants et salles à usage polyvalent sans aménagement spécifique doivent pouvoir être dégagés en présence de personnes handicapées	AF	
	II Caractéristiques minimales		
	1° Nombre		
	2 emplacements jusqu'à 50 places, un supplémentaire par tranche de 50 places	AF	Mobilier mobile
	Au-delà de 1000 places, nb d'emplacements accessibles fixé par arrêté municipal et 20 places minimum	SO	
	Nombre de place calculé sur effectif total du restaurant (y compris mezzanine ou niveau non accessible)	SO	
	2° Répartition		
	Places réparties dans les différentes catégories de places accessibles au public	AF	
	3° Caractéristiques dimensionnelles		
	Emplacement correspondant à un espace d'usage	AF	Mobilier mobile
	Caractéristiques des Cheminements d'accès identiques aux circulations horizontales intérieures	AF	
	les emmarchements des gradins et les gradins des tribunes ne sont pas considérés comme des circulations intérieures verticales ou horizontales	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 17	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement	SO	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
Art. 18	Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel	SO	
Art. 19	Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série	SO	
Art. 20	Sous-titrage en français	SO	
Art. 21	Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007	PM	
Art. 22	Date d'application : 1er janvier 2015	PM	
Art. 23	Publication au journal officiel	PM	

VIII.5 - Fonctionnement des installations

ETENDUE DE LA MISSION

La mission du contrôleur technique a pour objet de contribuer à prévenir les aléas techniques qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'atteindre les objectifs prévus par les prescriptions techniques citées en référentiel ou les prescriptions contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement du présent contrat.

La mise en exploitation est réputée acquise à l'issue des essais de fonctionnement dus par les entreprises. A défaut de dispositions particulières du contrat, la prise en compte des conditions de performance des aménagements spécifiques liées à une activité économique ou à un process d'exploitation professionnelle est exclue de la présente mission.

REFERENTIELS

A défaut de précision communiquée par le maître d'ouvrage, les objectifs à assurer et/ou les règles de dimensionnement, utilisés pour l'exécution de la mission, sont définis par référence aux articles concernés, extraits des textes suivants :

- Réseaux extérieurs : fascicules 70 et 71 du CCTG ; norme EN 16933-2
- Chauffage : normes NF EN 12831 et NF P52-612/CN, Code de l'énergie R241-26 à R241-29, Code du travail art R4213-7 à 4213-9, CCTG des marchés publics de travaux d'installation de génie climatique Titre 2 du fascicule CC 0 (dispositions générales) ;
- Ventilation de confort : Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-1 à 4212-7 ;
- Ventilation mécanique contrôlée : arrêté du 24/03/1982, Règlement Sanitaire Départemental art 63 à 65, Code du travail art R 4212-6, NF DTU 68.3 ;
- Distribution d'eau froide sanitaire, production et distribution d'eau chaude sanitaire dans le bâtiment : Code de la santé publique art R 1321-58, Arrêté du 23/06/1978, NF DTU 60.11 ;
- Evacuations des eaux usées et pluviales: NF DTU 60.11 ;
- Electricité : normes NF C 15 100.

En ce qui concerne les ascenseurs, trottoirs roulants et escaliers mécaniques l'atteinte des objectifs visés à l'article 13.1 ci-avant est réputée acquise par la présence du marquage CE.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
2.1 - Art 70	RESEAUX EXTERIEURS : CONDUITES D'ADDUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU	HM	Référentiel : Articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau
Titre I - 10.2	RESEAUX EXTERIEURS : EVACUATION DES EAUX USEES ET PLUVIALES	HM	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau Articles concernés par la mission et figurant en Fascicule 70 ouvrages d'assainissement/ réseaux
	ASCENSEURS, TROTTOIRS ROULANTS, ESCALIERS MECANIQUES	SO	
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES INTERIEURES AU BATIMENT		Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans la norme NFC 15-100. Il est rappelé que seules les installations intérieures au bâtiment et en courant fort sont concernées par la mission F. Hors mission pour les locaux d'habitation.
NF C15-100 Art 535	Sélectivité des dispositifs de protection, lorsqu'elle est nécessaire pour des installations de sécurité ou pour des conditions d'exploitations particulières	SO	
NF C15-100 Art 525	Chute de tension dans l'installation	AF	
NF C15-100 Art 515.2	Indépendance des matériels	AF	
NF C15-100 Art 330.1.1	Perturbation à basses fréquences, variation de tension, courant de démarrage, courants harmoniques, déséquilibre de tension...	AF	
NF C15-100 Art 330.1.2	Surtensions d'origine atmosphérique	HM	Non concerné par notre mission de contrôle technique.
NF C15-100 Art 330.1.2	Autres perturbation à hautes fréquences, surtensions transitoires...	SO	
NF C15-100 Art 330.1.3	Autres perturbations, composantes continues, courants de fuites	AS	Afin de limiter les déclenchements indésirables sur les circuits prises de courants, il est préférable de subdiviser les circuits pour limiter les courants de fuites à des valeurs inférieures à 15mA. (Soit moins de dix appareils et périphériques par différentiel)
	Bilan de puissance	AF	
	Dimensionnement de l'installation justifié par note de calcul	AS	Le dimensionnement des installations électriques est à justifier par note de calculs.
CCH Art R113-6	Recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables : Installations dimensionnées à minima pour desservir le nombre de places prévues aux articles L113-12 et R113-6 du CCH, avec une puissance unitaire minimales de PIRVE (hors pilotage) conforme aux dispositions de l'annexe de l'arrêté du 23 décembre 2020, selon les parcs de stationnement résidentiels ou non résidentiels.	SO	(Pour les projets de construction avec PC>11/03/2021). Le dimensionnement doit respecter les dispositions de l'arrêté du 23 décembre 2020.
	DISTRIBUTION D'EAU FROIDE SANITAIRE, PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU CHAUDE SANITAIRE		Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Code de la santé publique / NF DTU 60.11 / arrêté du 23/06/78 Il est rappelé que les aléas portant sur la contamination bactériologique ne sont pas visés par la mission F.
R1321-58	La hauteur piézométrique de l'eau distribuée par les réseaux intérieurs doit, pour chaque réseau et en tout point de mise à disposition, être au moins égale à trois mètres, à l'heure de pointe de consommation.		
P11-3.1	Vitesse de l'eau dans les conduits pour le dimensionnement des réseaux	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
P11-3.1	Pression statique limitée à 4 bar	AF	
P11-3.1	Dans le collectif, pression minimale de 1 bar à l'entrée de chacun des logements	SO	
P11-3.2	Diamètre intérieur minimum des canalisations d'alimentation des appareils pris individuellement.	AS	Préciser les diamètres intérieurs des canalisations d'alimentation des appareils pour que nous puissions vérifier leur cohérence avec les valeurs minimales fixées par le DTU.
P11-3.2	Dimensionnement des réseaux selon le DTU 60.11P1.1	SO	Les documents relatifs aux calculs de dimensionnement définitif des réseaux de chauffage, ventilation et de plomberie seront à nous communiquer.
	Mode de production d'eau chaude sanitaire	AF	Ballon d'eau chaude électrique.
	Dimensionnement des installations de production d'eau chaude sanitaire	SO	
P12-5	Dimensionnement du réseau bouclé d'eau chaude sanitaire	SO	
DTU 60.1	Autocontrôles et essais	PM	Les essais décrits en articles 8 du DTU 60.1 doivent être prévus au marché. Les rapports d'essai relatifs à l'étanchéité des réseaux, le fonctionnement, et l'équilibrage des réseaux bouclés d'eau chaude sanitaire sont à communiquer
DTU 60.1	Rinçage et désinfection des réseaux	HM	Il est rappelé que les aléas portant sur la contamination bactériologique ne sont pas visés par la mission F.
Ar23-06-78 art36	Limitation de la température de l'eau aux points de puisage (art 36§1) Dispositions de l' art 36§2 visant à la limitation du développement de légionnelles.	HM	Il est rappelé que les aléas portant sur le développement des légionnelles ne sont pas visés par la mission F.
	EVACUATION DES EAUX USEES ET DES EAUX VANNES DANS L'EMPRISE DU BATIMENT		Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans le NF DTU 60.1P112 et NF DTU 60.11P2
DTU60.1 P112	Les eaux usées et pluviales doivent être évacuées selon le système séparatif, et peuvent être rassemblées seulement à l'extérieur du bâtiment.	PM	
DTU 60.11P2 5.3	Diamètres de raccordement minimum des appareils	AS	Il est prévu un diamètre minimal DN32 pour vidoir, évier cependant le DTU 60.11 P2 §5.3 précise qu'il est nécessaire d'avoir au minimum un DN40 pour du PVC.
	Diamètre de raccordement minimum de plusieurs appareils, colonnes de chute, collecteurs	SO	
DTU 60.11P2 6.1	Conduite de raccordement des appareils limitée à 10 m, 3 coudes à 90°, pente minimale de 1%, dénivellation maximale de 1m	AS	Il conviendra de préciser les pentes, diamètres des conduits, raccordement pour les réseaux d'EU ...
DTU 60.11P2 6.2	Diamètre constant des colonnes de chute	HM	
DTU 60.11P2 6.2	Ventilation de chute de même diamètre que la colonne et débouchant jusqu'à l'air libre et au-dessus des locaux habités.	HM	
	Mise en place de clapet équilibreur de pression	SO	
DTU 60.11P2 6.3	Pente minimale des collecteurs (1%)	AS	Il conviendra de préciser les pentes, diamètres des conduits, raccordement pour les réseaux d'EU ...
DTU60.1 P112	Essais avant mise en service.	PM	Les essais avant mise en service décrits en art 6 du DTU60.1P112 doivent être prévus au marché. Les comptes rendus de ces essais sont à communiquer
DTU60.1 1P3-5.2 - DTU60.1 P112	EVACUATION DES EAUX PLUVIALES DANS L'EMPRISE DU BATIMENT	HM	Référentiel : articles concernés par la mission et figurant dans le NF DTU 60.11.P3 et du DTU 60.1P112
	VENTILATION DES LOCAUX AUTRES QUE HABITATION		Référentiel : articles concernés par la mission et figurant Fascicule 71 "fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau" ; articles concernés par la mission et figurant aux articles 63 à 65 du règlement sanitaire départementale.
	Généralités		Les débits et volumes ci après s'appliquent exclusivement aux personnes qui n'exercent pas d'activité salariée dans les différentes catégories de locaux concernés. Pour ces personnes les débits sont décrits en code du travail. Les conditions d'aération et les systèmes par ventilation naturelle sont exclues de la mission F
Art 63.1	Dispositions de caractère général		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 63.2	Implantation des prises d'air neuf et des ouvrants sur l'extérieur: A au moins 8 mètres de toute source éventuelle de pollution Ou avec des aménagements tels qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible. Si une grande quantité d'air pollué (extraction d'air de parking souterrain) des dispositions plus strictes peuvent être prises par les autorités compétentes Implantation des rejets d'air vicié vers l'extérieur: A au moins 8 m de toute fenêtre ou de toute prise d'air neuf sauf aménagement tel qu'une reprise d'air pollué ne soit pas possible.	AS	Nous notons que les rejets d'air vicié des ventilations se font à moins de 8m des prises d'air neuf et des ouvrants sur l'extérieur.
	Dispositions relatives à la ventilation commune à plusieurs locaux L'air provenant des locaux à pollution non spécifique peut éventuellement traverser vers d'autres locaux : Des locaux de circulation Des locaux peu occupés (archives, dépôts) Des locaux à pollution spécifique	SO	
		AS	Nous notons que les rejets d'air vicié des ventilations se font à moins de 8m des prises d'air neuf et des ouvrants sur l'extérieur.
		AF	
	Ventilation mécanique	AS	Il conviendra de nous préciser : -comment sera traité l'air neuf (entrée, positionnement), l'air rejeté (sortie, positionnement) -les débits d'air neuf -le cheminement de l'air neuf
		AS	Transmettre une note de calcul visant les réseaux de ventilation ainsi que les équipements de ventilation.
	Introduction de l'air mécanique : Pour l'air neuf, présence d'un filtre d'un rendement de 90% au test gravimétrique Pour l'air recyclé, présence d'un filtre d'un rendement de 95% au test gravimétrique Mesure des débits de ventilation	HM	
		HM	
		PM	les mesures des débits de ventilation à toutes les bouches de soufflage et d'extraction sont à effectuer par l'entreprise avant réception, et les résultats sont à communiquer
	VENTILATION DES LOCAUX RECEVANT DES TRAVAILLEURS		Référentiel : articles concernés par la mission et figurant en aux articles R4212-1 et R4212-6 du code du travail. Les conditions d' 'aération et les systèmes par ventilation naturelle sont exclues de la mission F
RSD Art 1 - DTU 68.3 P113-8.3	Mesure des débits de ventilation	PM	Voir remarque ci-dessus.
		PM	les mesures des débits de ventilation à toutes les bouches de soufflage et d'extraction sont à effectuer par l'entreprise avant réception, et les résultats sont à communiquer
	AERATION DES LOGEMENTS	SO	Articles concernés par la mission et figurant en arrêté du 24/03/1982 et en DTU 68.3
	SYSTEMES DE CHAUFFAGE ET DE CLIMATISATION		Référentiels : articles concernés par la mission et figurant dans les normes NF EN 12831 et NF P52-612/CN, les articles R241-26 à R241-29 du code de l'énergie, art R4213-7 à 4213-9 du Code du travail, le CCTG des marchés publics de travaux d'installation de génie climatique Titre 2 du fascicule CC 0
	Prise en compte par le projet des exigences de température des locaux du code de l'énergie	SO	
	Prise en compte par le projet des exigences de température des locaux de travail.	SO	
	Dimensionnement des installations de chauffage et climatisation Essais à la mise en service	AS	Transmettre les documents relatifs aux calculs de dimensionnement définitif des réseaux de chauffage.
		PM	Les essais à la mise en service des installations de chauffage doivent être prévus au marché. Les comptes rendus d'essai devront être communiqué.
R241-26 à 29 R4213-7 à R4213-9			

VIII.6 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Bâtiment existant réhabilité sur les niveaux RDC/R+1/R+2

Description sommaire des installations :

Bâtiment existant réhabilité sur les niveaux RDC/R+1/R+2

Installations électriques :

La liste des travaux est décrite sur les plans reçus CNSMD-Rhone-PRO-PRISES & LUMINAIRES du 24/02/2025

Date d'application du référentiel réglementaire : 23/10/2024

Classement :

avis des autorités compétentes sur l'autorisation de travaux non transmis

ERP de 5ème catégorie de type R
--

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

avis des autorités compétentes sur l'autorisation de travaux non transmis

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 13/01/2004 portant approbation des dispositions particulières applicables au type R
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

avis des autorités compétentes sur l'autorisation de travaux non transmis

Autres prescriptions particulières :

avis des autorités compétentes sur l'autorisation de travaux non transmis

VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	PM	ERP 5ème catégorie type R avec un effectif de 163 personnes. Plancher bas du dernier niveau >8m
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	SO	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	AF	<u>Isolement au tiers - Bat. Saône :</u> Selon mail de Madame Rigaux du 03/04/2025. Il a été mesurée les éloignements suivants entre le bâtiment Rhône et le bâtiment Saône : -RdC : 5.5m -R+1 : 5m -RdC : 4.5m Selon le mail, il sera prévu un traitement CF1H des fenêtres situées en façade du bâtiment Saône au niveau R+2. => Avis favorable de principe.
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	AF	
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	SO	
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	A respecter par l'exploitant.
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	AF	Accessibilité PMR uniquement au RDC de plain-pied
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	AF	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	SO	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	Voir la liste des documents à transmettre
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.	PM	Voir la liste des documents à transmettre
GN 14	Matériels électriques	AF	Voir liste récapitulative §5
	Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie		Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Chapitre 1 - Dispositions Générales		
PE 1	Objet - Textes applicables	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 2	Etablissements assujettis	AF	Déclaration d'effectif du 07/02/25 : 135 publics et 28 personnels ERP 5ème catégorie
PE 3	Calcul de l'effectif	AF	Déclaration d'effectif du 07/02/25 : 135 publics et 28 personnels ERP 5ème catégorie
PE 4	Vérifications techniques	PM	
Chapitre 2 - Règles Techniques			
Section I - Construction, Dégagements, Gaines			
PE 5	Structures	AF	Plancher du R+2 >8m (dernier niveau accessible au public) Traitement de la structure CF1h par flocage
PE 6	Isolement - Parc de stationnement	AF	Nota : pas de traitement CF entre le R+2 et les combles <u>Isolement au tiers - Bat. Saône :</u> Selon mail de Madame Rigaux du 03/04/2025. Il a été mesurée les éloignements suivants entre le bâtiment Rhône et le bâtiment Saône : -RdC : 5.5m -R+1 : 5m -RdC : 4.5m Selon le mail, il sera prévu un traitement CF1H des fenêtres situées en façade du bâtiment Saône au niveau R+2. => Avis favorable de principe.
PE 7	Accès des secours	AF	Plancher du R+2 > 8m => Accès par la façade Nord et la façade sud (façade avec ouvrant accessible 0.9*1.3 minimum)
PE 8	Enfouissement	SO	
PE 9	Locaux présentant des risques particuliers		
PE 9§1	Isolement des locaux présentant des risques particuliers	AS	Locaux stockage patrimoine 1 : Sauf erreur de notre part, aucune disposition n'a été mise en place (isolement paroi CF1h + bloc-porte CF1/2h avec ferme-porte).
		AF	<u>Stockage Régie/Patrimoine 2-3 :</u> Nous notons qu'il est prévu de traiter ce groupement de local comme étant un local à risque moyen. Ce local est isolé de la circulation par un cloisonnement CF1h (Lot 4 §4.2.4) et bloc-porte CF1/2h avec FP (Lot 5 §4.2.5)
PE9§2	Isolement des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE9§2	Ventilation des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE 10A	A - Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures	SO	
PE 10B §1	B - Installations de gaz combustibles (Application règle habitation)	SO	
PE 10B §2	B - Installations de gaz combustibles (application règle ERP)	SO	
PE 11	Dégagements		
PE11 §1	Généralités	PM	
PE11 §2	Portes	AS	Préciser si les portes existantes qui disposent d'une serrure présentent un dispositif d'ouverture facile (ex : bouton moleté ...)
PE11 §3	Calcul des dégagements	AF	
PE11 §4	Communication avec les tiers	SO	
PE11 §5	Prise en compte de l'effectif "personnel"	AF	
PE11 §6	Escaliers encloisonnés	AS	<u>Encloisonnement escaliers :</u> Le plan indique que les cloisons au droit des portes de communication avec les escaliers encloisonnés ne sont pas prévues CF1h.
		AS	<u>Encloisonnement escalier Ouest RdC :</u> Préciser comment sera traité le degré CH1h de la cloison séparative entre l'escalier et la circulation.
PE 12	Conduits et gaines	AS	<u>Gaines techniques CF1/2h :</u> Préciser la localisation des gaines techniques sur les plans. Préciser la localisation des conduits d'eau usée, leurs diamètres et les dispositions mises en place pour traiter l'isolement.
		AF	<u>Trappes de visite gaine technique :</u> Trappe de visite CF1/2h au droit de chaque gaine technique.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section II - Aménagements Intérieurs		
PE 13 §1	Comportement au feu des matériaux	AS	Réaction au feu des faux-plafonds : Préciser la valeur de réaction au feu des faux-plafonds démontables neufs. Exigence minimale : M1 ou B-s2,d0
		AF	<u>Sol :</u> -Carrelage -Sol souple : M4 <u>Mur :</u> -toile de verre : B-s1,d0 -plâtre
PE 13 §2	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier		
AM 1	Généralités.	PM	
	Section I – Produits et Matériaux de Parois		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	AF	Escalier pierre et maçonnerie enduite
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	<u>Mur :</u> -toile de verre : B-s1,d0-plâtre
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AS	Réaction au feu des faux-plafonds : Préciser la valeur de réaction au feu des faux-plafonds démontables neufs. Exigence minimale : M1 ou B-s2,d0
		AF	Panneaux absorbant acoustique A2-s1,d0
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	SO	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	<u>Sol :</u> -Carrelage -Sol souple : M4
AM 8	Produits d'isolation.	AF	Il est prévu de la laine minérale.
	Section II - Eléments de Décoration		
AM 9	Revêtements muraux tendus et éléments de décoration en relief fixés à l'intérieur des locaux ou dégagements	SO	
AM 10	Eléments de décoration flottants à l'intérieur des locaux et dégagements.	SO	
	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables		
AM 11	Tentures et rideaux disposés en travers des dégagements.	SO	
AM 12	Tentures et rideaux disposés dans les locaux et dégagements.	AF	Présence de stores B-s2,d0
AM 13	Rideaux de scènes et d'estrades.	SO	
AM 14	Cloisons coulissantes ou repliables.	SO	
	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés		
AM 15	Principe général.	AF	
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.	AF	
AM 17	Planchers légers surélevés.	SO	
AM 18	Rangées de sièges.	SO	
AM 19	Arbres de Noël et décorations florales.	PM	A respecter par l'exploitant
AM 20	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
	Section III - Désenfumage		
PE 14	Désenfumage		
PE14§1-2	Désenfumage naturel	AF	Pas de locaux >300m² Exutoire sur escalier
PE14§3	Désenfumage mécanique	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 15 - PE 19	Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration	SO	
	Section V - Chauffage, Ventilation		
PE 20§1	Généralités (Application PE21 à 23)	AF	
PE 20§2	Généralités (Application ERP 1er groupe)	SO	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (Fonctionnant au gaz)	SO	Production en dehors du bâtiment
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (autres combustibles)	SO	Production en dehors du bâtiment
PE 21 §3	Appareils à production - émission électriques	SO	
PE 21 §3	Appareils à production - émission à combustion	SO	Production en dehors du bâtiment
PE 22	Traitement d'air et ventilation	AF	Présence d'une ventilation de confort avec un débit de 365m3/h. Il est prévu des clapets CF entre niveau.
PE 23	Installation de ventilation mécanique contrôlée	SO	
	Section VI - Installations Electriques		
PE 24	Installations électriques, éclairage	AF	
PE 25 - PE 25§6	Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants	SO	
	Section VIII - Moyens de Secours		
PE 26	Moyens d'extinction		
PE 26§1	Extincteurs	AS	Extincteurs appropriés aux risques à prévoir
PE 26§2	Colonnes sèches	SO	
PE 27	Alarme, alerte, consignes		
PE 27§1	Présence du personnel	HM	A respecter par l'exploitant
PE 27§2	Alarme	AF	Alarme de type 4, déclencheurs manuels proche de chaque sortie sur l'extérieur et des escaliers en étage
PE 27§3	Téléphone	AF	
PE27§4	Consignes	AS	Affichage des plans d'évacuation et d'intervention et consignes à prévoir
PE27§5	Instruction du personnel	HM	A respecter par l'exploitant
PE27§6	Affichage des plans	AS	Affichage des plans d'évacuation et d'intervention et consignes à prévoir
PE 28 - PE 37	Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil	SO	
PO 1 - PO 13	Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels	SO	

VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CCH L134-12	Sécurité des occupants		
	Implantation et géométrie des garde-corps		
	Implantation - Aux abords du bâtiment - En façade : allèges de baies, balcons, terrasses	HM AS	Allège vitrée : Remarque générale : nous constatons la présence de plusieurs allèges vitrées. Il est probable qu'il s'agisse d'un verre d'époque non feuilleté qui ne respecte pas les exigences du DTU 39.5. Il devra nous être confirmé la pose de lisse pour augmenter la hauteur de protection si nécessaire.
	- Dans les cages d'escaliers, circulations, zones publiques	AF	<u>Garde corps escalier :</u> Auinferieure à 1m dans la cage d'escalier au niveau des combles.
	- Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation	AF AF AF HM	<u>Lisse garde corps escalier :</u> Il est prévu une lisse au droit d'un escalier. Sur plan nous mesurons sa hauteur égale à 1m. <u>Garde corps fenêtre cage d'escalier :</u> Il est prévu la mise en place de garde corps au droit des fenêtres des escaliers. Sur plan nous mesurons un espacement entre lisses horizontales d'environ 14cm. Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.
NF P01-012	Dimensions des garde-corps conformes à la NF P01-012 - Hauteur de protection normale - Hauteur de protection réduite avec appui précaire - Eléments permettant l'agenouillement - Espacement entre éléments de remplissage	AF SO SO AS	<u>Lisse garde corps escalier :</u> Il est prévu une lisse au droit d'un escalier. Sur plan nous mesurons sa hauteur égale à 1m. Garde corps escaliers intérieurs : Nous notons qu'à certains endroits, l'espacement entre lisses verticales des garde-corps est supérieur à 11cm.
NF E85-015	Dimensions des garde-corps conformes à la NF E85-015	SO	Garde-corps et rampes situés sur les toitures ou dans les locaux, passages et emplacements techniques réservés au personnel d'exploitation ou d'entretien, lorsque ces ouvrages sont prévus.
DTU 39-P5	Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité		
Chapitre 4	Protection contre les chutes - Façades : allèges et parois vitrées	AS	Allège vitrée : Remarque générale : nous constatons la présence de plusieurs allèges vitrées. Il est probable qu'il s'agisse d'un verre d'époque non feuilleté qui ne respecte pas les exigences du DTU 39.5. Il devra nous être confirmé la pose de lisse pour augmenter la hauteur de protection si nécessaire.
Chapitre 5	Risque de blessure en cas de heurt	SO	
Chapitre 6	Risque de blessure en cas de chute de morceaux de verre	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Chapitre 7	Vitrages situés en zone sismique	PM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission PS si celle-ci nous a été confiée
Chapitre 7	Vitrages exposés aux risques de cyclones	PM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
PPRN	Vitrages exposés aux risques d'avalanches	PM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	HM	
R4214-6	Parois transparentes ou translucides	SO	
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13	AF	
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents	AF	
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	AF	
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber	SO	
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93	SO	
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails	SO	
	Section 2 Voies de circulation et accès		
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge	HM	
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants	SO	
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4214-18 - R4214-21	Section 3 : Quais et rampes de déchargement	SO	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation		
	Section 1 Dispositions générales		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	AF	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	AF	(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	SO	
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	SO	
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents	AF	accessibilité PMR uniquement au RDC de plain-pied
R4216-3	Isolement des Tiers	AF	
R4216-4	Détermination de l'effectif	AF	
	Section 2 Dégagements		
R4216-5	Largeur des dégagements.	AF	
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12	AF	
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac	AF	Passage d'une pièce à l'autre
R4227-6	Manoeuvre des portes	AS	Préciser si les portes existantes qui disposent d'une serrure présentent un dispositif d'ouverture facile (ex : bouton moleté ...)
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut	SO	
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements	SO	
R4227-9	Conception escaliers	HM	
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers	HM	
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols	AF	
R4227-13	Signalisation des issues	AF	
R4227-14	Eclairage de sécurité	AF	
R4216-7	Saillies et dépôts	AF	
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	AF	
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	SO	
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	SO	
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	AF	
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-13 - R4216-16	Section 3 Désenfumage	SO	
	Section 4 Chauffage des Locaux		
R4216-17	Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers	AF	
R4227-16	Combustibles liquides	SO	
R4227-18	Installations des appareils	SO	
R4227-19	Alimentation des appareils	AF	
R4227-20	Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie	AF	Arrêt d'urgence de ventilation localisé à côté du désenfumage des escaliers.
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment	SO	
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution	SO	
R4216-20	Usage de la brasure tendre	SO	
	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol		
R4216-24	Dispositions complémentaires prenant en compte l'augmentation des risques en cas de sinistre : (Stabilité au feu structure ; Isolement des Tiers)	AF	
R4216-25	Accès aux façades	AF	
R4216-26	Protection des escaliers	AF	
R4216-27	Dispositions pour la distribution intérieure et aménagements intérieurs	AF	Un compartiment désenfumé de façade à façade selon le code du travail <500m² par niveau
R4216-28	Prise en compte de la classification des matériaux et des éléments de construction dans les prescriptions de l'article précédent	AF	
R4216-29	Voir arrêté pour modalités d'application	AF	
	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41	AF	
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	Extincteurs	AF	
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire	SO	
R4227-31	Accès et manipulation faciles	AF	
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité	SO	
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction	AF	
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)	AF	Pour mémoire, un système d'alarme adapté au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise est à prévoir Décret 2009-1272 du 21/10/09
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux	AF	
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)	AF	
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité	AS	Affichage des plans d'évacuation et d'intervention et consignes à prévoir

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité	AS	Affichage des plans d'évacuation et d'intervention et consignes à prévoir A la charge de l'employeur
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	Section 8 – Prévention des explosions		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	Arrêté du 5 Août 1992		
	Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol		
Art. 1	Généralités.	AF	
Art. 2	Référence à la classification des matériaux et des éléments de construction.	AF	
Art. 3	Accessibilité des bâtiments.	AF	
Art.4	Isolement latéral et prescriptions relatives aux couvertures.	AF	
Art.5	Plancher sur vide sanitaire non aménageable.	SO	
Art.6	Cloisonnement traditionnel. Compartiments. Locaux à risques particuliers.	AF	Un compartiment désenfumé de façade à façade selon le code du travail <500m² par niveau
Art. 7	Recoupement des combles inaccessibles. Gainés et conduits.	AF	
Art.8	Escaliers et ascenseurs encloués Escaliers et ascenseurs à l'air libre	AF	
Art. 9	Revêtements muraux des locaux et dégagements Plafonds et plafonds suspendus des locaux et dégagements Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds Revêtements de sol Revêtements des escaliers encloués Revêtements en matériaux isolants Eléments de décoration Tentures, portières, rideaux, voilages Gros mobiliers, agencement principal, plancher légers en superstructure	AF	
Arrêté du 23/06/1978	Installations de Chauffage		
	Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public	AF	Il est rappelé que la mission SEI ne porte pas sur les articles relatifs à la prévention du risque lié à la présence de légionnelles ou autres germes pathogènes.
Arrêté du 21/03/1968	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides		
	Règles techniques et de sécurité applicables au stockage et à l'utilisation de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et la réglementation des établissements recevant du public.	SO	
Arrêté du 01/07/2004	Installations de Stockage Produits pétroliers		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Arrêté du 30/07/19 79	Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages de produits pétroliers. Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés	SO	
Arrêté du 23/02/20 18	Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages fixes d'hydrocarbures liquéfiés non soumis à la législation des installations classées ou des immeubles recevant du public. Installations de Gaz	SO	
Arrêté du 22/10/19 69	Conduits de Fumée	SO	